



Au 2^e trimestre 2018, l'emploi salarié se stabilise grâce au secteur privé

Note de conjoncture régionale – 2^e trimestre 2018

Au deuxième trimestre 2018, le nombre de salariés reste stable dans les Hauts-de-France : 2 025 000 personnes travaillent dans les secteurs privé et public. La construction bénéficie de créations nettes d'emploi pour le troisième trimestre consécutif (+ 0,4 %). L'intérim repart à la hausse (+ 1,2 %) et l'emploi dans les services marchands continue sa progression (+ 0,3 %). A contrario, l'emploi continue de se replier dans l'industrie (- 0,3 %) et la fonction publique (-0,6 %). Au total, le taux de chômage est en baisse ce trimestre (- 0,3 point) et s'établit à 11,3 % de la population active régionale. Le nombre d'inscrits à Pôle emploi diminue légèrement (- 0,2 %) après deux années de hausses consécutives. Les créations d'entreprises reculent ce trimestre. Le nombre de permis de construire délivrés et de mises en chantier se contracte également. La fréquentation hôtelière se maintient grâce à la clientèle étrangère.

Audrey Baëhr, Géraldine Caron, Kévin Fusillier, Julien Marache

L'emploi reste stable depuis le début de l'année

Au deuxième trimestre 2018, les Hauts-de-France comptent 2 025 000 salariés (*avertissement*). Comme au niveau national, l'emploi reste stable par rapport au trimestre précédent.

Dans la région, la croissance de l'emploi privé (+ 0,2 %) compense la contraction dans le secteur public (- 0,6 %). Avec 494 000 salariés, la fonction publique représente 24 % de l'emploi salarié régional.

Sur un an, l'emploi salarié total progresse de 0,3 % dans la région contre 0,8 % en France (hors Mayotte). L'embellie dans le secteur privé est ainsi plus modérée (+ 0,9 %), et le secteur public davantage en retrait (- 1,8 %) qu'au niveau national (respectivement + 1,2 % et - 0,5 %). Néanmoins, ce trimestre, le nombre de salariés dans le privé évolue à un rythme proche de celui observé au niveau national (+ 0,2 % contre + 0,1 %). Il progresse dans tous les départements de la région, les plus fortes hausses concernant le Nord et l'Oise (+ 0,3 %).

Des créations nettes d'emplois dans la construction pour le 3^e trimestre consécutif

Dans la construction, l'emploi continue d'augmenter au deuxième trimestre (+ 0,4 % après + 0,6 %) au même rythme qu'au niveau national pour atteindre 106 000 salariés.

L'augmentation est plus marquée dans l'Aisne (+ 1,2 %) et le Pas-de-Calais (+ 0,6 %).

Avec 1,4 % de hausse sur un an, la création d'emplois reste cependant en retrait de celle observée au niveau national (+ 1,9 %).

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

— emploi salarié Total - Hauts-de-France
— emploi salarié Total - France hors Mayotte
- - emploi salarié Privé - Hauts-de-France
- - emploi salarié Privé - France hors Mayotte

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010

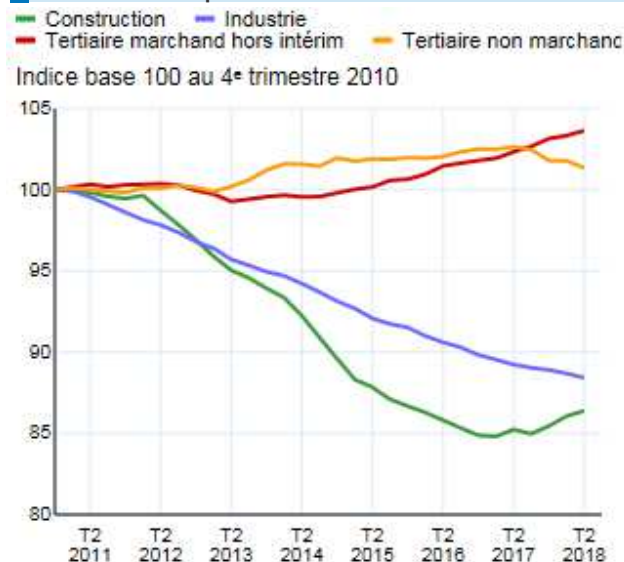


Champ : emploi salarié total.

Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi dans les services marchands continue sa progression

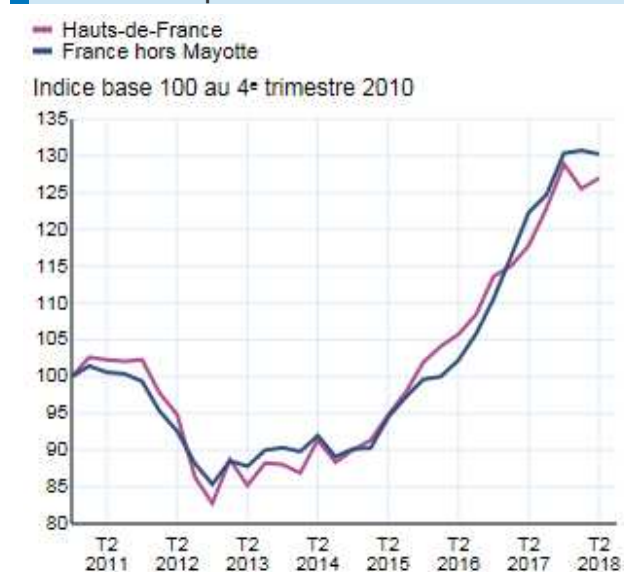
Au deuxième trimestre, l'emploi salarié dans les services marchands (hors intérim) augmente de 0,3 % contre + 0,2 % au niveau national. Il progresse dans tous les départements de la région, excepté l'Aisne où il se stabilise. C'est dans la Somme que la hausse est la plus marquée (+ 0,7 %).

Avec 10 000 créations nettes d'emplois ce trimestre dans la région, les services marchands (hors intérim) emploient 817 000 salariés. Sur un an, l'évolution dans ce secteur suit celle observée au niveau national (+ 1,3 %).

Rebond de l'emploi dans l'intérim

Le nombre d'intérimaires repart à la hausse au deuxième trimestre (+ 1,2 %), après avoir régressé en début d'année. Les évolutions sont contrastées selon les départements, allant de - 3,4 % dans la Somme à + 3,4 % dans l'Oise. Sur un an, la progression est plus favorable dans la région qu'au niveau national (+7,8 % contre + 6,5 %).

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

L'industrie toujours en baisse

L'emploi dans l'industrie continue de diminuer ce trimestre (- 0,3 %), plus fortement qu'en France (- 0,1 %), pour atteindre 289 000 salariés. Il est en baisse dans tous les départements sauf dans l'Aisne (+ 0,1 %). Sur un an, la diminution atteint - 0,9 % dans la région alors que l'emploi industriel progresse de 0,2 % au niveau national.

Un taux de chômage en baisse

Au deuxième trimestre, 11,3 % de la population active régionale est au chômage, soit 2,2 points de plus qu'en France (hors Mayotte). Les Hauts-de-France restent la première région métropolitaine la plus touchée par le chômage, devant Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie (10,6 %).

Après l'augmentation observée au trimestre précédent (+ 0,4 point), le taux de chômage diminue ce trimestre dans la région de façon plus prononcée qu'au niveau national (- 0,3 point contre - 0,1 point). Sur un an, le recul est identique à celui de la France (- 0,4 point).

Au deuxième trimestre, le taux de chômage dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme recule de 0,3 point pour atteindre respectivement 12 %, 11,1 % et 10,5 %. Dans l'Oise et l'Aisne, ils s'établissent à 9,0 % et 12,5 % au deuxième trimestre, soit - 0,2 point par rapport au premier trimestre. Sur un an, la baisse varie de - 0,3 à - 0,6 point selon les départements.

Dans les zones d'emploi, la variation du taux de chômage oscille entre - 0,2 et - 0,4 point, à l'exception de la zone d'emploi de Château-Thierry où il reste stable.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Léger repli du nombre d'inscrits à Pôle emploi

Après deux ans de hausses consécutives, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi et tenues de rechercher un emploi (catégories A, B, C) baisse légèrement au deuxième trimestre (- 0,2 %), pour atteindre 601 450 personnes (+ 0,1 % en France). Sur un an, ce nombre progresse de 2,2 % contre 1,4 % au niveau national.

Le Nord et le Pas-de-Calais sont les seuls départements où le nombre de demandeurs d'emploi stagne ce trimestre. La hausse y reste forte sur l'année (+ 2,9 % et + 2,2 %). Au

deuxième trimestre, la diminution est de même ampleur dans l'Aisne (− 0,5 %), l'Oise (− 0,4 %) et la Somme (− 0,4 %) alors que sur un an, les variations respectives sont plus contrastées (+ 0,8 %, + 1,6 % et + 1,2 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi progresse légèrement chez les femmes (+ 0,1 %) alors qu'il décroît chez les hommes (− 0,5 %). Sur un an, l'évolution est sensiblement plus défavorable aux femmes (+ 4,1 % contre + 0,5 % pour les hommes).

Seuls les inscrits âgés de 25 à 49 ans bénéficient du léger repli observé au deuxième trimestre dans la région (− 0,7 %). Les 50 ans ou plus et les moins de 25 ans sont plus nombreux à rechercher un emploi (+ 0,9 % et + 0,4 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus augmente de 2,3 % comme au premier trimestre. Près de la moitié des inscrits (49,7 %) sont ainsi des demandeurs d'emploi de longue durée contre 46,4 % au niveau national.

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SoeS, Sit@del2.

Permis de construire et mises en chantier orientés à la baisse

Entre juin 2017 et juin 2018, 29 700 logements ont été autorisés à la construction dans les Hauts-de-France, soit 0,9 % de moins qu'il y a un an. Le nombre de permis délivrés diminue ainsi à un rythme légèrement inférieur au niveau national (− 1,1 %).

Sur un an, le dynamisme observé dans le Nord (+ 10,3 %) ne compense pas le recul sensible dans l'Aisne (− 14,8 %), l'Oise (− 11,8 %), la Somme (− 9,9 %) et le Pas-de-Calais (− 9,5 %).

La baisse du nombre de permis de construire se répercute sur le volume de logements commencés qui se stabilise (− 0,3 %), à contre-courant de la tendance française (+ 6,3 %). Dans la région, 23 900 logements ont ainsi été mis en chantier entre juin 2017 et juin 2018. Cette stagnation est majoritairement imputable à l'Oise (− 22,2 % soit 600 logements de moins). Dans les autres départements, les évolutions sont contrastées, variant de − 7,6 % à + 7,3 %.

6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres en base 100 au 4e trimestre 2010.
Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

Stabilité de la fréquentation hôtelière

Au deuxième trimestre, les hôtels des Hauts-de-France enregistrent 2,47 millions de nuitées, un volume légèrement inférieur à celui observé il y a un an (− 0,1 %). Cette faible évolution résulte d'un mouvement inverse entre les clientèles nationale et étrangère. À une baisse des nuitées des résidents français (− 1,6 % en un an) s'oppose une hausse des nuitées étrangères (+ 3,9 %). La fréquentation des clientèles anglaise, belge, allemande et néerlandaise progresse respectivement de 3,8 %, 2,2 %, 5 % et 3,4 % en un an.

Au niveau départemental, l'hôtellerie de l'Oise présente la plus forte hausse d'activité (+ 10,3 %). À la hausse de la clientèle française (+ 9,7 %) s'ajoute celle des visiteurs étrangers (+ 12,4 %), notamment chinois, attirés par la zone de Chantilly et la proximité de Paris. À l'inverse, dans les hôtels du Pas-de-Calais, le nombre de nuitées baisse de 4,3 %. Les évolutions dans les autres départements sont plus modestes, comprises entre + 2,5 % et − 0,9 %.

Au niveau national, le nombre de nuitées est en hausse de 1,1 %, grâce à la progression de la fréquentation étrangère (+ 5,7 %) qui compense la baisse des nuitées de résidents français (− 1,5 %).

Moins de créations d'entreprises qu'au trimestre précédent

Au deuxième trimestre, 9 652 entreprises ont été créées dans les Hauts-de-France, soit une baisse de 0,8 % par rapport au trimestre précédent. Au niveau national, la tendance reste bien orientée (+ 3,3 %). Les créations d'entreprises, observées ce trimestre dans la région, sont toutefois plus nombreuses que celles enregistrées il y a un an (+ 16 %).

Comme au niveau national, plus de deux créations sur cinq se font sous le régime du micro-entrepreneur. Dans les Hauts-de-France, celui-ci se porte mieux ce trimestre (+ 0,4 %) comme sur l'année (+ 28,6 %), que les entreprises « classiques » (respectivement - 1,7 % et + 8,1 %). Le rythme de créations d'entreprises reste nettement plus soutenu en France que dans la région, quelle que soit la forme juridique privilégiée.

Parallèlement, le nombre de défaillances sur un an est au plus bas depuis 2010 : 4 050 entreprises ont été placées en redressement ou en liquidation judiciaire depuis juillet 2017. La décreue reste plus importante dans les Hauts-de-France (- 7,9 %) qu'en moyenne au niveau national (- 6,7 %).■

7 Créations d'entreprises

- Hauts-de-France hors micro-entr.
- France entière hors micro-entr.
- Hauts-de-France y/c micro-entr.
- France entière y/c micro-entr.

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene).

Avertissement : Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand – hors agriculture et activité des particuliers employeurs – en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

Contexte national : En France, l'activité accélérerait au second semestre après avoir été modérée au premier semestre

La croissance française a nettement ralenti au premier semestre (+0,2 % par trimestre) après une année 2017 très dynamique. Au-delà des facteurs internationaux qui ont pesé sur le climat des affaires, l'activité économique a été pénalisée par des facteurs ponctuels (grèves, baisse du pouvoir d'achat au premier trimestre, moindre consommation en énergie, maintenance de raffineries).

Cependant, le retour à la normale dans les secteurs des transports et de l'énergie, combiné à des immatriculations dynamiques durant l'été, conduirait à un rebond de la consommation des ménages au troisième trimestre. En fin d'année, le pouvoir d'achat progresserait fortement en raison des réductions de cotisations sociales et de taxe d'habitation ; il prendrait ainsi le relais pour soutenir la consommation. Bénéficiant également d'un investissement des entreprises robuste et d'une accélération des exportations, le PIB français croîtrait de +0,5 % au troisième trimestre puis de +0,4 % au quatrième, conduisant à une croissance de +1,6 % en moyenne en 2018.

Contexte international : Début 2018, les écarts de croissance s'accroissent entre les grands pays

Au premier semestre 2018, l'activité a été stimulée aux États-Unis par une politique budgétaire procyclique ; en zone euro, l'allant des économies allemande et espagnole contraste avec les difficultés observées en Italie. Certaines économies émergentes connaissent par ailleurs de fortes tensions financières et inflationnistes. L'environnement international resterait néanmoins porteur, avec un commerce mondial encore dynamique malgré les tensions protectionnistes.

Insee Hauts-de-France
130 avenue du Président J.F. Kennedy
CS 70769
59034 Lille Cedex

Directeur de la publication :
Jean-Christophe Fanouillet

Rédacteur en chef :
François Chevalier

ISSN : 2492-4377
© Insee 2017

Pour en savoir plus :

« [Un 1^{er} trimestre 2018 en retrait de l'excellente cuvée 2017](#) », Insee Conjoncture Hauts-de-France n°14, juillet 2018

« [Le 4^e trimestre 2017 au diapason d'une année de reprise solide](#) », Insee Conjoncture Hauts-de-France n°12, avril 2018

« [Bilan économique 2017 – Hauts-de-France](#) », Insee Conjoncture Hauts-de-France n° 13, juin 2018.

« [Ciel voilé en Europe](#) », Note de conjoncture, Insee, juin 2018.

Tableau de bord de la conjoncture dans les Hauts-de-France
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121818>

